

arrêté mis en ligne le 28 mars 2024

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques /CS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

**Du 27 mars 2024**

ST/A-2024-249

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par CITEOS, sise 6 rue Eugène Buhan 33174 GRADIGNAN pour une intervention à l'intérieur de l'aire de jeux angle avenue de Gourinat et rue Henri Guillaumet pour la remise en service d'un point lumineux dont l'alimentation a été sectionnée lors de travaux de la maison de santé.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

### **ARRETE:**

#### **ARTICLE 1<sup>o</sup>** - Le lundi 15 avril 2024 et le mardi 16 avril 2024,

- Fermeture de l'aire de jeux situé à l'angle de l'avenue de Gourinat et de la rue Henri Guillaumet, au droit du chantier
- Le stationnement sera interdit rue Henry Guillaumet, au droit du chantier.

Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2<sup>o</sup>** - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 3<sup>o</sup>** - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

**ARTICLE 4<sup>o</sup>** - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5<sup>o</sup>** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le vingt-sept mars deux mille vingt quatre

Pour le Maire par délégation  
Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
et au plan communal de sauvegarde



Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul  
Date de signature : 28/03/2024  
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne